

ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



AZB 4001 Baie
Forum Civique Européen, 4001 Baie
Post CH AG

Photo Ute Müller

EDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,
Le monde est-il à désespérer? Chaque jour de nouvelles horreurs nous parviennent des quatre coins du monde, en même temps que les tentatives d'y résister.
En Russie, des centaines de milliers d'hommes sont mobilisés pour partir en guerre contre les Ukrainien-nes et, malgré la répression, la résistance dans le pays augmente, de même que le nombre de départs. En Iran, des jeunes femmes sont assassinées parce qu'elles ne respectent pas scrupuleusement les lois sur les mœurs. La protestation contre ce phénomène est énorme, des dizaines de personnes qui résistent sont tuées dans la rue par les forces de l'ordre, mais à l'heure où nous écrivons, l'effet dissuasif escompté ne marche pas. Et le gouvernement français gaze celles et ceux qui manifestent leur soutien, tout en protestant contre la répression en Iran... Faites ce que je dis...
Chaque jour, des personnes – souvent très jeunes – qui ont fui leur pays meurent à cause de l'arbitraire de la politique migratoire européenne, et l'on s'acharne contre celles et ceux qui parviennent jusqu'à nous. Au Sud, du Pakistan à Porto Rico, les conséquences du changement climatique causé par le capitalisme sont effroyables.
Pendant que le Covid continue ses ravages dans l'indifférence criminelle des gouvernements, en France, en Suède, en Italie et en Autriche, l'extrême droite connaît une telle ascension qu'elle donne la nausée... et la triste liste serait encore longue.
Opposez-vous à cette évolution. Il est toujours possible d'agir pour obtenir un changement positif. Ne perdez pas courage! Ne vous habituez pas à tout. Pensez au célèbre article de Jean-Paul Sartre «*On a toujours raison de se révolter*», tout en ne vous laissant pas endurcir en ces temps difficiles!

Constanze & Joëlle
Rédactrices Archipel

MAROC/ESPAGNE

Massacre à la barrière frontalière

C'est avec une grande colère et le cœur lourd que nous reprenons la plume pour faire suite à l'article "Confiné-es au Maroc même sans pandémie" et l'encadré concernant le drame du poste frontalier Barrio Chino entre Nador et Melilla survenu le 24 juin 2022¹ "qui a coûté la vie à 27 demandeur/euses d'asile [et engendré] des dizaines de disparu-es (64 cas recensés pour le moment), de blessé-es et des centaines de refoulé-es à cause d'une répression sans précédent des autorités marocaines avec la complicité de leurs homologues espagnoles". Nous y abordions les aléas des relations hispano-marocaines qui, entre autres conséquences, sont un support de chantage concernant le rôle de gardien des frontières européennes imparté au Maroc.

Après un temps de sérieuses discordes liées à la prise en charge médicale par l'Espagne de Brahim Ghali, chef du Polisario et ennemi juré du royaume, les deux États se sont rabibochés et ont acté, lors d'une rencontre bilatérale début mai 2022, leur détermination commune à lutter contre la migration clandestine et les réseaux de trafiquants-passeurs que seules les politiques de fermeture des frontières soutiennent, renforcent et enrichissent. Il s'en est suivi un nombre incomparable d'agressions de la part des forces de l'ordre marocaines vis-à-vis des personnes en migration sur tout le territoire marocain mais particulièrement sur le mont Gourougou, situé au-dessus des villes de Nador et Melilla (enclave es-

pagnole sur le territoire marocain).

L'Association Marocaine des Droits Humains (AMDH) de Nador a fait un travail d'enquête remarquable sur ce qu'on peut qualifier de crime contre l'humanité, intitulé, «*La tragédie au poste frontalier de Barrio Chino, un crime ignoble des politiques migratoires européennes espagnoles et marocaines*»².

Dans cet article, nous nous baserons sur les informations qu'iels nous livrent ainsi que sur les témoignages recueillis par Théo lors d'un séjour à Tanger, Rabat et Nador la semaine suivant ce drame.

Le contexte

Les chiffres rapportés par l'AMDH illustrent parfaitement les dynamiques répres-

sives liées aux bonnes ou mauvaises relations qu'entretiennent le Maroc et L'Union Européenne (UE), représentée par l'État espagnol dans ses prérogatives migratoires. Les années 2020 et 2021, marquées par une tension ouverte entre les deux pays, ont enregistré «une baisse des attaques des campements des migrant-es en forêt par les autorités marocaines: 37 attaques en 2021 contre 340 en 2018. Cette diminution a été maintenue pendant les trois premiers mois de l'année 2022 pendant lesquels l'AMDH de Nador n'en a enregistré aucune». Ce qui a, évidemment, augmenté significativement les tentatives de passage des quelques milliers de personnes en attente dans cette région, «1050 en 2021 contre 120 en 2019...».

Suite à la normalisation des relations entre le Maroc et l'Espagne, une augmentation progressive de la répression a repoussé une partie des personnes en attente à une vingtaine de kilomètres des barrières et les assauts sur la barrière ont chuté durant les mois d'avril et de mai. C'est à cette période que «toutes les catégories des forces répressives marocaines ont été mobilisées: gendarmerie, police mobile, forces auxiliaires du Gouverneur de Nador et des agents d'autorité sous la supervision et la participation personnelle du gouverneur de Nador et des commandants de la gendarmerie et des forces auxiliaires». On constate alors une augmentation sans précédent des attaques de la police sur les campements «les plus violentes ont été enregistrées les 7 et 15 avril, le 23 mai et les 17-18-19-20 et 23 juin».

Tout ceci démontre bien, encore une fois, la relation de cause à effet des «tempêteuses» relations diplomatiques entre les deux pays, le Maroc jouant à merveille son rôle de gendarme des frontières européennes lorsque que l'UE répond favorablement aux exigences du royaume.

«Ces affrontements violents ont causé des dizaines de blessés des deux côtés et plusieurs arrestations dans les rangs des demandeur/euses d'asile qui sont encore poursuivies en justice ou refoulés vers d'autres villes marocaines. Dans la majorité des cas, les blessés des forces publiques ont été reçus à l'hôpital de Nador, ceux dans les rangs des migrant-es sont restés en forêt par crainte d'être arrêtés».

Comprendre le drame du 24 juin 2022

Environ les deux tiers des 1500 exilé-es ayant pris d'assaut le poste frontière de Barrio Chino, le 24 juin dernier, étaient des jeunes hommes originaires d'Afrique de l'Est.

La plupart ont pris la route, quatre à cinq années auparavant, pour «aller chercher leur vie» à l'écart des guerres qui ravagent leurs régions: le Soudan; le Soudan du Sud; le Tchad... ou pour se soustraire au travail forcé et au service national obligatoire en Érythrée³. Avant d'arriver au Maroc, pour les premier-es, il y a deux ans tout au plus, iels ont éprouvé l'enfer Libyen. Persécuté-es par des milices armées, iels ont été si cruellement en-

fermés que leurs familles n'ont eu d'autres choix que de vendre leurs biens pour payer la rançon qui les prémunirait de la mort. C'est l'espoir d'être considéré-es par les bureaux marocains du HCR et de trouver au sein du royaume chérifien le minimum de dignité prévu par le droit international qui les a détourné-es de l'évidence géographique.

«On est parti-es du Soudan sur la base de trouver un pays sûr où il y a la paix, on est sorti-es vers la Libye où les chemins ne sont pas du tout sûrs, on a été arrêté-es et vendu-es par des Libyens qui demandent une rançon de 3000 à 4000 €, l'un de nous appelle sa famille, son père vend la maison pour le libérer, il n'y a pas de sûreté en Libye, des milices partout, t'es pas en sécurité même dans une maison». (Hassan Aboubakr, Soudanais de 27 ans).

Malgré des documents du HCR attestant de leur demande d'asile, Soudanais-es, Tchadien-nes et Érythréen-nes n'ont pas obtenu la protection qu'ils espéraient. A l'inverse, on leur mène la vie dure, à l'instar des subsaharien-nes d'Afrique de l'Ouest installés depuis deux décennies. Iels doivent, par exemple, payer le double du prix habituel pour accéder à la location d'une chambre insalubre. Contraint-es de survivre dans les rues ou de s'établir dans les forêts, iels ont découvert qu'au Maroc également, une certaine violence s'exerçait à l'encontre de qui-conque avait la peau noire.

«On n'a pas trouvé la sécurité au Maroc, les Marocains eux-mêmes venaient la nuit nous agresser avec leurs couteaux et nous prenaient notre argent et nos téléphones, on était pas à l'aise avec la population marocaine. Suite à ça, on était obligé-es d'aller de l'avant, on se parlait entre nous, on voulait partir vers Melilla, vers la montagne, on se disait qu'on allait se rencontrer sur la montagne El Mahroug, mais même là, iels ne nous ont pas laissés tranquilles, iels viennent à chaque fois nous attaquer et nous frapper.» (Hassan Aboubakr).

Au cours du mois de juin, alors que les opérations policières en forêt n'avaient jamais connu une telle intensité, des centaines d'exilé-es ont continué d'affluer dans les montagnes de Gourougou, particulièrement issu-es de la communauté arabophone comme en témoigne Aboubakr Hassan. Le rapport de l'AMDH détaille comment les différents corps de police marocaines alliés sous la supervision du gouverneur de Nador ont fait œuvre d'acharnement pour les déloger, allant jusqu'à les chercher à plus d'un vingtaine de kilomètres de la barrière, usant de drones et d'hélicoptères pour traquer les campements. Lors de ces attaques, les forces de



Go No Go, Les Frontières de l'Europe 1998-2002. P.

police interpellent violemment les exilé-es en difficulté sur ces terrains escarpés et détruisent tous les biens que ces dernier-es ne parviennent pas à emporter dans leur fuite. Et c'est au cours du mois de juin que ce harcèlement, quasi quotidien, s'est vu, pour la première fois, opposer une résistance.

«La semaine avant qu'on parte vers les frontières était une semaine de grandes souffrances. On était de plus en plus nombreux afin de foncer en grand nombre et que les exilé-es qui ont assez souffert puissent entrer à Melilla ou en Europe, en paix.» (Samir, Soudan Darfour).

«Certains ont dit 'il ne faut plus fuir, quand on fuit, ça gâche tout' alors on a forcé notre cœur, on s'est retourné vers eux. Quand on s'est tourné envers eux avec la force, il y a eu beaucoup de blessés.» (Abdelziz Mohamat Ismail, Tchadien, 14 ans).

Entre le 17 et le 20 juin, les membres de la communauté subsaharienne arabophone, tout en se déplaçant sous la pression policière, se sont confrontés aux forces de l'ordre, dans des nuages de gaz lacrymogènes, les pierres ont répondu aux balles en caoutchouc et aux pistolets à grenailles. La lèvre boursoufflée et le front blessé par les cartouches à plomb, Maluat Majiir John, du Sud Soudan raconte les jours précédant la tentative de passage à Barrio Chino: «Le premier jour, ils sont venus nous attaquer, nous avons couru et le même jour nous avons changé de place, nous avons changé d'une montagne pour une autre montagne, ils nous ont attaqués encore, (il montre ses blessures au visage) j'ai eu ça

Archipel
Mensuel bilingue (F/D)
édité par le Forum
Civique Européen

France:
St Hippolyte, F-04300
Limans
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98
fr@forumcivique.org

Autriche
Lobnig 16
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla
Tél: 43 (0)42 38 87 05
at@forumcivique.org

Allemagne:
Ulenkrug, Dorfstr. 68
D-17159 Stubbendorf
Tél: 49 (0)39 959 23 881
de@forumcivique.org

Suisse:
Boîte postale 1848,
CH-4001 Bâle
Tél: 41 (0)61 262 01 11
ch@forumcivique.org

Ukraine:
vul. Peremogi 70
UKR-90440 Nijne Selischche,
Tél: 00380/31 42 512 20
ua@forumcivique.org

Octobre 2022 - N° 318 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - www.forumcivique.org



nta Paloma, Espagne 2001. Immigrants débarqués par des trafiquants marocains sur la plage.

là-bas, ils m'ont tiré dessus avec... comment ont appelle ça, un petit pistolet qu'on appelle bouban en arabe».

Selon l'AMDH: «Le jour du 23 juin a été le plus dur», les affrontements ont duré toute la journée, jusqu'au «retrait des migrant-es [...] vers une autre montagne». Au matin du 24 juin, privé de ses peu de moyens de survie en forêt, acculé, le petit millier de réfugié·es d'Afrique de l'Est s'est armé de bâtons et de pierres avant de quitter la montagne en direction de la frontière. Rejoint par d'autres communautés (entre autres des Burkinabé·es, Guinéen·es et Sénégalais·es), un groupe d'environ 1500 personnes s'est élancé en direction du poste frontalier de Barrio Chino. Alors que de toute évidence leurs mouvements étaient surveillés, les forces de police marocaines ont préféré ne pas s'interposer avant que le groupe ne parvienne aux grillages. Ce jour-là donc, il n'y a pas eu d'affrontements, les bâtons et les pierres ont été abandonnés au seuil du seul véritable objectif des exilé·es: la frontière de l'Europe.

C'est seulement vers 10h30, quelques minutes après que le groupe a commencé à franchir la barrière, que les autorités se sont réellement déployées, avec une extrême violence. C'est à l'encontre des quelques centaines d'exilé·es parvenu·es dans l'enceinte du poste frontière et perché·es sur la première ligne de grillage que celle-ci s'est particulièrement déversée. Sur les vidéos relayées par l'AMDH, on peut voir le groupe qui tentait de forcer le portail et les tourniquets du poste frontière essayer des salves de pierres et de grenades anti émeutes. C'est dans cette ambiance, sous les gaz lacrymogènes et les détonations des armes du royaume chérifien ET de l'État espagnol que de graves bousculades ont eu lieu. C'est à ces violents mouvements de foule que les autorités attribuent les 23 dé-

cès qu'elles ont été forcées de reconnaître le lendemain du drame. Or les témoignages permettent d'en douter. Lorsqu'ils sont entrés dans l'enceinte du poste frontalier, après une heure de bombardements, les agents marocains ont cruellement violenté les corps des demandeur·euses d'asile, matraquant tout·es celles et ceux qui avaient l'audace de manifester le moindre signe de vie. Piétinant les corps d'êtres humains à bout de souffle, ils les ont ensuite manipulés tel une matière inerte, traînés et entassés brutalement. Les images sont atroces, on y voit des corps ensanglantés, amalgamés les uns aux autres, sans pouvoir distinguer les vivant·es des mort·es...

La *Guardia civil* espagnole, complice de cet acharnement, a remis aux forces auxiliaires marocaines une centaine de personnes qui venaient de franchir la barrière, perpétuant les push-back habituels et privant ainsi les réfugié·es de leur droit à l'asile. Seul·es 130 exilé·es sur les 1500 ont réussi à gagner le centre d'accueil qui leur est dévolu à Melilla.

«En réalité ce n'est pas une bataille, on a dit que c'était une bataille mais c'était un massacre contre l'humanité, un massacre cruel, [...] on s'est rassemblé juste pour se défendre, si nous avons combattu c'était pour un objectif particulier, c'était pour notre avenir et notre sécurité. [...] Ce n'était pas une bataille de protection de la clôture, c'était une bataille pour tuer les gens», (Ahmad Abdalrh Ahmad).

L'AMDH déplore également la longue agonie des survivant·es qui a suivi et accuse la «coopération maroco-espagnole» de «non assistance à personnes en danger». Les ambulances «mobilisées vers 11h30», le furent dans un premier temps pour évacuer les corps sans vie et leur dernier trajet «a été enregistré vers 21h». Durant 9 heures, les exilé·es ont été laissé·es pour mort·es en plein soleil et ce sont les forces de police seules qui se sont chargées du triage des blessé·es entre les bus menant au refoulement et les ambulances menant à l'hôpital El Hassani de Nador.

Pour conclure

Alors que les autorités internationales n'ont jamais diligenté l'enquête indépendante réclamée par les associations des Droits humains¹, le rapport de l'AMDH Nador, basé sur «les témoignages concordants des survivant·es refoulé·es» et sur les observations des acteur/trices associatifs de Nador, nous permet de comprendre les fondements de la

tragédie du poste frontière de Barrio Chino.

Si les tentatives de passage sur les seules frontières terrestres de l'Europe avec le continent africain avaient drastiquement diminué depuis 2015 – sans doute sous l'effet du renforcement des barrières physiques qui matérialisent la frontière (triple grillage de plus de 6 mètres, doublé d'une fosse, usage de sondes sous terre et de drones, etc...) et de la pratique décomplexée des refoulements à chaud⁵ – celles-ci ont repris au cours du printemps 2021 lorsque le royaume chérifien a délibérément laissé passer 10.000 migrant·es, manipulant tel un objet de chantage des existences humaines. Jusqu'au premier trimestre 2022, les campements en forêt n'étaient que peu dérangés et les frappes sur Melilla rencontraient une moindre résistance comme en témoignent celles du 2, 3 et 8 mars au cours desquelles 900 exilé·es parmi 2500 sont parvenu·es à gagner l'Espagne.

Le drame meurtrier du 24 juin dernier est manifestement le résultat d'un revirement politique brusque du royaume chérifien à l'égard des réfugié·es. Il est le point d'orgue de la violence déployée avec acharnement à l'encontre des exilé·es dans les montagnes de Nador durant le second trimestre 2022. Cette situation faite aux exilé·es a précipité un assaut déterminé sur la barrière comme unique espoir de quitter des conditions d'existence insoutenables. De plus, les affrontements qui ont surgi dans ce contexte semblent avoir été nourris d'une haine particulière des forces de police alors mobilisées depuis des jours dans la traque d'une communauté qui a fait face, qui pour la première fois leur a tenu tête. Le désir de mater la rébellion est très certainement une des raisons du déchaînement de violence dont les policiers et militaires marocains et espagnols ont fait preuve!

Et si ces images, largement diffusées sur tous les réseaux sociaux, avaient été celles de corps blancs matraqués à terre, empilés les uns sur les autres comme de vulgaires sacs de sable, on imagine la vague d'indignations et de protestations que cela aurait suscité, à l'instar des horreurs au demeurant justement dénoncées en Ukraine.

Pourtant, rappelons le encore une fois, il s'agit bien d'une coopération entre l'Espagne soutenue par l'Union européenne et le Maroc.

Théo et Marie-Pascale
FCE France

1. Voir Archipel N° 316, juillet/août 2022.

2. Les citations en italique sont tirées du rapport de l'Association Marocaine des droits Humains de Nador du 20 juillet 2022.

3. Rapport 2021 d'Amnesty international.

4. Lors du rassemblement devant le parlement de Rabat le 1er juillet notamment.

5. Légitimé dans l'appareil législatif espagnol en mars 2015 avec l'adoption de la Loi Organique relative à la protection de la sécurité citoyenne.

ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commandeN°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: Adresse:

Pays:Profession/Organisation:

Téléphone: Mail:

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

Les réseaux de solidarité, maintenant plus que jamais!

Du 26 au 28 août, le Forum Civique Européen et des membres des coopératives européennes Longo maï Ulenkrug (Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, Allemagne) et Zeleny Hay (Transcarpatie, Ukraine), en collaboration avec le collectif STRAZE¹, ont organisé un congrès d'activistes intitulé «Après l'invasion russe en Ukraine: les réseaux de solidarité, maintenant plus que jamais!» avec des activistes d'Ukraine et de Russie. Nous nous sommes concentré·es sur l'impact de la guerre d'un point de vue féministe, sociologique et à la base.

Environ 30 personnes ont participé au congrès. Le public n'était pas nombreux, mais motivé pour rencontrer de nouveaux contacts en Russie et en Ukraine. De nombreux participant·es ont décrit une atmosphère encourageante et tournée vers la recherche de solutions constructives et solidaires. Nous partageons ce sentiment.

L'une des tâches du congrès était de faire connaissance avec des activistes, des initiatives et des représentant·es de fondations d'Allemagne, de Russie et d'Ukraine. Durant le congrès et par la suite, le besoin urgent de maintenir ce réseau est devenu évident. En tant qu'équipe d'organisation, nous sommes à la recherche d'une forme pertinente pour poursuivre, compte tenu de notre capacité organisationnelle limitée.

Nous avons donc été ravi·es de recevoir de nouvelles demandes et de nouveaux contacts pour une collaboration ultérieure.

Dans ce rapport, nous avons essayé de saisir les principales questions problématiques qui peuvent aider à élargir le spectre de l'impact de la guerre sur la société ukrainienne, russe et en partie européenne.

Une perspective féministe avec Oksana Dutchak et Aleksandra Talaver

Oksana Dutchak a fait remarquer que le Manifeste féministe ukrainien² a été créé comme une réponse critique au Manifeste antiguerre d'un groupe international de féministes qui n'avait pas de signatures ukrainiennes.

Les féministes ukrainiennes demandent une évaluation informée d'une situation spécifique au lieu d'une analyse géopolitique abstraite qui ignore le contexte historique, social et politique. Le pacifisme abstrait qui condamne toutes les parties prenant part à la guerre conduit à des solutions irresponsables dans la pratique. Nous insistons sur la différence essentielle entre la violence comme moyen d'oppression et comme moyen légitime d'autodéfense.

Aleksandra Talaver explique comment des actions de rue contre la guerre du début, violemment réprimées, se sont transformées en un concept de soins comme ca-

tégorie centrale de la protestation en Russie, par exemple:

- Soutien aux grèves et à la protection des droits du travail en cas de licenciements et d'arrêts de travail, harcèlement au travail pour des positions antiguerre³.

- Travail avec les collectifs de mères de conscrits et de militaires.

Répondant à la question de savoir comment élaborer un agenda de démilitarisation en Russie alors que même la maternité a été militarisée (par exemple, le titre de mère-héroïne, utilisé après la seconde guerre mondiale a été réintroduit), Aleksandra a noté que la lutte antiguerre en Russie est impossible sans le soutien du front ukrainien, la défaite de l'armée russe et son retour non triomphal.

Une perspective sociologique avec Natalia Lomonosova et Yelyzaveta Khassai

Un tiers des Ukrainien·nes ont perdu leur emploi depuis le début de la guerre. 60 à 80% des personnes risquent de tomber sous le seuil de pauvreté.

Comment, pendant la guerre, la politique sociale en Ukraine devrait-elle s'orienter vers des approches innovantes, prendre en compte le contexte spécifique de la reconstruction et de la société d'après-guerre, plutôt que de répéter les programmes et propositions d'avant-guerre?

Le plan de relance prévoit l'approche «activer les politiques du marché du travail», qui a ses propres partisan·es, mais il y a aussi,

bien sûr, de nombreuses raisons de critiquer cette approche, notamment du point de vue de son éthique.

«Investir dans le travail indépendant» et diffuser et renforcer les images de réussites individuelles n'aident pas les catégories de personnes vulnérables à résoudre les problèmes de pauvreté. Créer sa propre micro-entreprise pour une mère avec des enfants qui reviennent après avoir été évacué·es est une mesure irréaliste.

Il est nécessaire que les groupes de travail sous l'égide du Conseil national incluent des experts aux perspectives diverses, des membres d'organisations non gouvernementales et de syndicats qui peuvent offrir des idées et des points de vue alternatifs.

Plus d'informations sur la protection sociale dans l'Ukraine d'après-guerre: possibilités de reprise de l'emploi en Ukraine dans une perspective socialiste reflétée par le mouvement social ukrainien (*Sotsyalnyi Rukh*)⁴.

Natalia Lomonosova a mentionné que sous la loi martiale en Ukraine, alors que le droit à la liberté de réunion est restreint, les ONG et les syndicats continuent leur travail politique en critiquant les nouveaux projets de loi. Les organisations internationales doivent être impliquées dans ce processus en tant que mécanisme de pression efficace sur le gouvernement ukrainien. La ratification de la Convention d'Istanbul pour la candidature de l'Ukraine à l'adhésion à l'UE peut être un bon exemple dans ce cas.

La politique du logement dans le projet de plan de redressement de l'Ukraine, analyse et critique:

Depuis le début de la guerre, le nombre de personnes ayant besoin d'un logement a considérablement augmenté. 12 à 15 millions de personnes ont été déplacées en Ukraine.

Dans un premier temps, les autorités locales ukrainiennes se sont concentrées sur la fourniture d'abris d'urgence.

Mais cela n'a pas suffi. Entre-temps, le marché locatif ukrainien a connu un véritable boom.

Les propriétaires peuvent légalement augmenter les prix des loyers autant qu'ils le souhaitent.

Lorsque la guerre sera terminée, le secteur du logement en Ukraine devra changer. Nous



aurons besoin de politiques pour refléter et guider ces transformations.

La politique du logement doit être intégrée aux politiques urbaines et régionales, y compris au niveau local. Il est donc important de procéder à une révision plus approfondie du plan de rénovation, qui inclut la coordination de groupes de travail issus de différents ministères de tutelle.

Le plan n'est pas suffisamment inclusif et ne répond pas aux besoins des personnes qui n'avaient pas de logement avant la guerre, ainsi que des personnes qui ont perdu leur emploi à cause de la guerre et qui n'ont pas les ressources nécessaires pour louer.

Il est très important d'amener les discussions internes ukrainiennes sur la structure d'après-guerre au niveau européen, d'inviter des représentant·es des ONG ukrainiennes, des syndicats et des politiciens progressistes qui sont entrés en politique après la révolution de Maïdan pour discuter de l'avenir de la reprise.

Une perspective «à la base» avec Dmytro Myshenin et Sergiy Chubukov

Dmytro Myshenin de *Angel of Salvation*⁵ (Dnipro) et Sergiy Chubukov de *Myrne Nebo*⁶ (Kharkiv) ont présenté les résultats de leur travail humanitaire au cours des six mois de guerre. Depuis le début de la guerre, ces organisations ont apporté un soutien humanitaire à des milliers de personnes dans le besoin. Par exemple, *Myrne Nebo* distribue 9000 repas chauds par jour. Iels ont 4 cuisines, 2 boulangeries, et 25 chauffeur·euses. Au total, iels sont 124 activistes et volontaires.

L'association *Angel of Salvation* a évacué plus de 27.000 personnes de l'est de l'Ukraine et a organisé des programmes d'adaptation pour plus de 1000 enfants.

Iels ont exprimé leurs inquiétudes quant à l'hiver à venir et à la possible nouvelle vague de personnes déplacées.

Situation actuelle des Ukrainien·nes déplacé·es en Russie

Les autorités russes et celles qui leur sont affiliées ont également soumis les réfugié·es ukrainien·nes à un processus appelé par la Russie «filtrage», une forme de contrôle de sécurité obligatoire, au cours duquel elles collectent généralement les données biométriques des civil·es, notamment les empreintes digitales et les images du visage de face et de profil, procèdent à des fouilles corporelles et des effets personnels et des téléphones, et les interrogent sur leurs opinions politiques. Les fouilles corporelles consistent notamment à rechercher des tatouages pouvant être interprétés comme des symboles nazis et des traces de port d'arme. La frontière est un espace de contrôle absolu par les forces de sécurité, qui donne lieu à des arrestations, des menaces et des enlèvements. <hrw.org>⁷.

Les réfugié·es sont ensuite envoyé·es dans des points d'hébergement temporaires. Il y en a environ 80-90. Chaque jour, des dizaines de milliers de personnes arrivent, de très nombreux blessé·es.

Depuis le début du mois de mars, de nombreux activistes en Russie ont auto-organisé des groupes d'aide le long des différentes fron-

tières. Par exemple, des groupes qui collectent des valises pour les personnes, aident les réfugié·es avec des animaux, et des groupes de médecins qui fournissent les premiers soins.

Exemples d'initiatives réussies qui aident les réfugié·es: *Friends of Mariupol*, *Help to Leave*, *Rubikos*.

Frontière entre l'Estonie et la Russie.

Après que l'Estonie a interdit la délivrance de visas touristiques aux Russes, la situation à la frontière s'est fortement détériorée, y compris pour les Ukrainien·nes. Auparavant, il s'agissait du point de passage ayant la plus grande capacité de débit. Les garde-frontières à la frontière estonienne peuvent refuser le passage aux citoyen·nes ukrainien·nes qui ont fui la guerre s'ils ont passé «trop de temps» sur le territoire russe. Ces actions sont politiquement biaisées et devraient être un exemple de surveillance et de contrôle spéciaux par les organisations et initiatives européennes qui aident à la frontière.

La frontière lettone est une alternative plus coûteuse et logistiquement complexe. La frontière biélorusse et la frontière géorgienne sont également des possibilités de fuir la Russie.

Les discours antiguerre font l'objet de poursuites politiques en Russie pour tout type d'activité publique. Actuellement, il existe de petits groupes antiguerre dans presque toutes les régions, soit 80 à 90 groupes d'environ 10.000 personnes.

Ce qu'il faut maintenant

1. Plus de contacts avec les initiatives d'aide en Europe, pour comprendre comment fonc-

tionne la logistique européenne de la solidarité avec les réfugié·es.

2. Une surveillance aux frontières

3. Aide financière aux personnes ayant fui la Russie en Europe.

4. Communication publique dans l'UE sur les problèmes des personnes ayant des passeports des républiques nationales de Louhansk et de Donetsk, ainsi que des passeports russes émis après 2014 en Crimée. Ces personnes sont des victimes de guerre, tout comme les citoyen·nes ukrainien·nes avec des passeports ukrainiens, et ont droit à une protection.

5. Contacts d'initiatives en Europe qui aident déjà les initiatives antiguerre en Russie.

7. Analyse de l'état de protection légale et sociale des réfugié·es ukrainien·nes en Europe et en Russie au cours des six derniers mois.

8. Nouveaux contacts d'organisations de soutien aux réfugié·es en Lettonie.

Le groupe d'organisation

1. Un lieu pour le théâtre, la politique, la musique, le cinéma, la littérature et la fête. Il y a de la place pour des initiatives, des associations, des ateliers, des bureaux communautaires ouverts. La maison est ouverte aux idées spontanées et aux besoins locaux. <https://straze.gristuf.org/>

2. Voir Archipel N° 317, septembre 2022, «Le droit de résister, un manifeste féministe».

3. *The Russian Anti Fund* <telegram @strikefund>.

4. Voir Archipel N° 311, février 2022, «Ukraine, l'heure est à la solidarité internationale contre la guerre» et Archipel N° 314, mai 2022, «Contre l'impérialisme russe».

5. Organisation de Kharkiv fondée par des restaurateur·trices et des habitant·es de la ville qui ont décidé de rester sur place après l'attaque russe et d'utiliser l'équipement et l'infrastructure des restaurants pour fournir de la nourriture et des repas chauds aux personnes dans le besoin. <https://www.mn.org.ua/>

6. <www.facebook.com/yangoli.spasinnya>.

7. <https://www.hrw.org/report/2022/09/01/we-had-no-choice/filtration-and-crime-forcibly-transferring-ukrainian-civilians>

LIBAN

Bâtir sur les cendres du système

C'est dans un oasis de verdure et de convivialité humaine au sein de la plaine de la Bekaa que nous avons passé dix jours, du 11 au 21 septembre, à l'invitation de nos ami·es de *Buzuruna Juzuruna* (BJ, nos graines sont nos racines).

Depuis six ans, l'équipe de BJ, constituée de Libanais, de réfugié·es syrien·nes et de Français·es mène une multitude d'activités à partir d'une ferme de deux hectares à Saadnayel, près de Zahlé: production de semences, recherche de variétés paysannes adaptées aux conditions locales, vente de paniers de légumes et de bouquets de fleurs à Beyrouth, diverses formations (compost, traitements naturels, extraction de semences...), soutien aux réfugié·es syrien·nes dans des camps, activités pour enfants (cirque dans un chapiteau), un autre jardin à Saadnayel tenu par une vingtaine de familles, soutien à des initiatives paysannes en Syrie...

Les ami·es de BJ sont très lié·es aux mouvements qui ont participé à la «révolution» qui avait éclaté en octobre 2019. Pendant plusieurs mois, les places de nombreuses villes ont été occupées et la question de l'autonomie alimentaire a été soulevée. BJ est de plus en plus connue au Liban. Iels animent souvent des soirées cinéma et, chaque année, iels or-

ganisent un festival et des rencontres sur la ferme. Iels reçoivent de nombreuses sollicitations. Par contre, les terrains qu'ils travaillent sont loués et iels ne savent pas s'ils pourront renouveler la location (à Saadnayel, iels ont encore pour six ans).

Les ami·es de BJ se trouvent à un moment de forte réflexion sur comment faire évoluer leur projet. Iels voulaient prendre du recul et échanger sur les aspects positifs et négatifs de leur projet et de son fonctionnement. Iels cherchent à développer un réseau de lieux de production de semences dans différentes régions du pays pour pérenniser leurs collections. C'est pourquoi iels nous ont invité·es, nous de Longo maï, mais aussi plusieurs membres de Biaugerme, une entreprise semencière atypique et originale dans le Lot-et-Garonne.

Des rencontres semencières et humaines

Nous avons partagé la vie collective dans les deux étages d'une grande maison louée

avec les Français·es et les trois enfants, Serge le Libanais et Saya, le Syrien. Les autres Syrien·nes habitent sur ou près de la ferme qui est située à environ 500 mètres de la maison.

Depuis un an le réseau initié par BJ regroupe des producteurs de semences sur cinq lieux très différents, avec des connaissances et savoir-faire inégaux. Une partie importante de notre programme était de rencontrer et d'échanger avec ces groupes ou individus et de réfléchir ensemble à la forme de réseau adaptée, avec quelles structures ou mécanismes de coordination, de formation, de modèle économique, etc.

Nous avons pu rencontrer quatre de ces réalisations. La plupart était menée par des jeunes plutôt citadin·es, souvent avec d'autres professions, mais qui veulent créer des alternatives et des lieux d'espoir dans un pays frappé par une crise unimaginable. À une époque marquée par une très forte émigration, plusieurs ont choisi de retourner au pays justement afin de contribuer à l'émergence d'autres perspectives, liées aux revendications et aux rêves de la révolution.

Deux des initiatives sont menées par des collectifs, l'un à 1500 mètres d'altitude et l'autre dans un endroit montagnard magnifique avec un beau ruisseau relativement propre qui coule toute l'année. Les deux autres expériences sont menées par des individus. Une jeune femme très courageuse cultive huit *dumums*¹, pas loin de BJ à Saadnayel, produisant des légumes pour la vente et des semences pour BJ. C'est avec une farouche détermination qu'elle se bat contre la pollution qui pourrit la vie dans la Bekaa.

L'autre projet a été initié par un paysan plus âgé qui commence à s'intéresser à la production de semences et à une agriculture plus naturelle. Il est confronté à la crise profonde de l'agriculture qui n'est plus rémunératrice. Il a expliqué qu'avant la crise, beaucoup de terres n'étaient pas cultivées, mais qu'actuellement tout est travaillé. Mais avec l'inflation, le prix des intrants et des semences hybrides importées devient prohibitif. En plus, des entreprises importent en grande quantité des tomates et d'autres légumes d'Égypte, cassant ainsi les prix. Il est devenu urgent de trouver des semences non hybrides, produites localement. Il cherche aussi pour BJ des terrains pour la culture de céréales.

L'équipe de BJ et leurs partenaires au sein de ce réseau ont été très intéressé·es par les observations et les suggestions des deux groupes invités. Comment s'organisent les réseaux semenciers en France, tels que Kokopelli, Biaugerme ou le Réseau Semences Paysannes? Comment gérer les tensions et les conflits?

L'expérience de Biaugerme est particulièrement intéressante. Elle réunit 27 producteurs et productrices de semences sur 13 fermes qui partagent un modèle social impressionnant avec des principes tels que la «responsabilité solidaire et indéfinie», le partage des pertes et profits, l'égalité des tâches, plusieurs commissions dont celle des «Garants du bien commun» ou la «Commission d'Animation Permanente» qui prépare et anime les réunions mensuelles.

Nous avons été touché·es par les nombreux témoignages de personnes qui utilisent régulièrement nos films semences traduits en

arabe, disponibles gratuitement sur le site <diyseeds.org>.

Nous avons également passé une journée à Saida, grande ville sur la côte au sud de Beyrouth, où nous avons assisté à une «fête d'adieu» au terrain en plein centre de la ville qui avait été transformé ces derniers deux ans en jardin collectif et lieu d'événements culturels, de ressourcement et jeux d'enfants... Malheureusement le propriétaire a refusé de prolonger la location et le groupe cherche maintenant un autre terrain, ce qui n'est pas facile.

Crise écologie, morale et économique

Ces rencontres nous ont permis de découvrir plusieurs régions de ce petit pays, parmi les plus densément habités au monde, qui provoque des impressions très contrastées. Pays marqué par la mer et deux chaînes de montagne, avec la vaste plaine fertile de la Bekaa, mais aussi par tous les fléaux qui résultent d'un système économique, social et politique en faillite et au bord de l'implosion totale. Une incapacité de ramasser les déchets qui s'amoncellent partout, une pollution effroyable causée par le manque de traitement des eaux qui rend impossible toute baignade en mer et transforme les rivières et fleuves, tels que le Litani, en cloaques. La frénésie des routes avec des voitures fonçant à toute allure. Des montagnes grignotées par d'immenses carrières destinées à fournir des matières premières, surtout pour les chantiers de reconstruction en Syrie. L'urbanisation galopante qui couvre les montagnes et la riche plaine de la Bekaa avec des tristes immeubles en béton et parpaings, des façades en couches fines de pierre, sans aucune isolation... Les coupures quotidiennes d'électricité – à Saadnayel il s'agit d'environ huit heures de coupures par jour, mais à Beyrouth cela peut atteindre jusqu'à douze heures par jour.

Par ci, par là, on aperçoit les luxueuses maisons de la petite couche de très riches qui profitent de la crise, entourées de vertes pelouses parfaites et de fils barbelés. On sent que la colère gronde devant la crasse incapacité de la classe dirigeante d'apporter une quelconque ébauche de solution à cette crise multiforme.

Mais l'énergie est dirigée surtout vers la survie. La plupart des professions n'arrivent plus à assurer une vie à peu près correcte. Les chauffeurs de taxi, par exemple, n'arrivent plus à couvrir les coûts d'essence avec leurs entrées. Car l'inflation est vertigineuse. Il n'y a pas si longtemps, le dollar valait 1500 livres libanaises. Aujourd'hui il en faut 40.000 pour obtenir un dollar. Un billet de 100.000 livres vaut 2.5 euros. Ne serait-ce que pendant notre séjour, le taux de change est monté de 35.000 à 40.000.

L'omniprésence des différentes forces politico-religieuses est écrasante. Souvent, le long de «l'autoroute» (les quatre-voies qui traversent la Bekaa et aussi la zone côtière), on voit sur chaque lampadaire, sur un ou deux kilomètres, des drapeaux correspondant à la force dominante locale. Ou alors les innombrables et immenses affiches avec les têtes de politiciens et de miliciens, représentant les bras civil et armé du Hezbollah, des Forces libanaises (chrétiennes), etc. Chaque nuit, la puissance de la religion nous est imposée à quatre heures du matin par les muezzins en quadriphonie, les appels à la prière venant de plusieurs mosquées toutes proches.

Autre réalité majeure: la présence d'environ un million et demi de réfugié·es syrien·nes dans un pays avec une population de quatre millions. Plus de la moitié des réfugié·es se trouve dans la plaine de la Bekaa (800.000), là où il y a du travail, notamment dans l'agriculture. Marqué par l'histoire des camps de réfugié·es palestinien·nes qui ont pu créer une présence permanente, le gouvernement refuse toute forme d'officialisation des camps des Syrien·nes. Ce ne sont que des campements informels, avec une moyenne d'une dizaine de tentes bricolées à partir de palettes et bâches de l'ONU, difficilement supportables dans la chaleur de l'été et le froid de l'hiver. La plaine de la Bekaa est à mille mètres d'altitude.

Face à cette situation, à quand la prochaine explosion? Quand les gens redescendront-ils dans la rue? La récente série de braquages de banques où des épargnant·es tentent de contraindre leur propre banque à leur rendre l'argent sur leur compte montre que la passivité des citoyen·nes a des limites. En même



Cardons, Illustration M. Arrow pour Archipel

temps, il faut dire que pour plusieurs ami·es rencontré·es, la situation actuelle de faillite indéniab le système crée paradoxalement des ouvertures, des perspectives de changement et de pistes alternatives. Plus grand monde n'a confiance dans les autorités et ne croit que la solution viendra de ce côté-là.

Bâtir sur des cendres

Nous avons rencontré deux amis de Serge, l'un à Tripoli et l'autre à Buda'i², qui ont été très impliqués dans le soulèvement de 2019. Pour Hamze, «c'est vrai qu'il y a l'émigration massive, qu'il y a un effondrement, mais le résultat de tout ça est que ça nous permet d'avoir l'espace pour créer. Ça veut dire que sur les cendres de ce système qui ne finit pas de s'effondrer on peut bâtir de très belles choses plus solides parce qu'elles ne sont plus dans le cadre du gouvernement et du régime, mais avec le peuple, des choses qui partent d'en bas. Il faut que ça se sache, que l'opinion publique soit informée, qu'il y a des choses écologiques qu'on peut produire qui peuvent sauver quelque part l'humanité, que nous

sommes en train de développer avec des tout petits moyens.»

Tamim nuance cependant: «C'est une question de priorités, de survie. Les pauvres ont maintenant juste le besoin de travailler, de manger. Les gens, comme nous, qui avons quelques privilèges avons la chance de mettre en place des projets. Ce n'est pas juste une question de récupérer ce qu'on a perdu, mais plutôt de bâtir et d'être prêt. Au moment où ça va reprendre, c'est quasiment inéluctable que ça ne va pas rester dans cet équilibre instable longtemps, il faut que nous soyons assez forts pour être présents quand il le faudra. C'est une question de construction. On ne peut pas juste attendre qu'il se passe quelque chose, cela nous déprimerait. Il faut continuer à bâtir.»

Nick et Martina
Membre du FCE - France

1. Dix *dunums* équivalent à un hectare
2. Village dans la plaine de Bekaa célèbre pour la production de haschich. Notre ami cherche aujourd'hui à développer l'utilisation du chanvre pour une multitude d'autres produits, comme le lait de chanvre, le papier, des matériaux de construction et d'isolation...

FRANCE/NUCLEAIRE

Bure: Résistance d'intérêt public

Les chants militants ont jailli de centaines de gorges fin août, dans le paysage vallonné du sud de la Meuse en France. Le rassemblement des Chorales révolutionnaires à l'ancienne gare de Luméville-en-Ornois était l'une des nombreuses expressions de la protestation contre le projet CIGEO¹, sans doute le plus grand centre de stockage de déchets nucléaires au monde, qui doit voir le jour dans l'arrière-pays lorrain.

Même s'il n'existe guère de solutions crédibles au problème des déchets de l'industrie nucléaire, l'État français a renforcé cette année ses ambitions de grande puissance nucléaire. Début juillet, les choses se sont enchaînées: le lobbying du commissaire Thierry Breton, favorable à l'industrie, pour que le Parlement européen reconnaisse le gaz naturel et l'énergie nucléaire comme des «énergies propres» a porté ses fruits. Occultant la menace apparente de pénuries d'approvisionnement, notamment en provenance du Kazakhstan et de la Russie suite à l'invasion de l'Ukraine, la majorité de droite à Strasbourg a pu être enthousiasmée par cette décision très serrée.

Et même si le secteur privé se montre de moins en moins intéressé par la construction de nouvelles centrales nucléaires, Macron veut lancer jusqu'à 14 nouveaux réacteurs à eau haute pression de la série Areva-Siemens. Dans la foulée de la nouvelle taxonomie sur les énergies renouvelables, la renationalisation finale du groupe EDF a été décidée pour un montant de 9 milliards d'euros – si toutefois la plainte des actionnaires pour un doublement des recettes n'aboutit pas. La moitié des réacteurs français sont actuellement à l'arrêt en raison de problèmes de sécurité, des milliers de mégawatts d'électricité sont importés chaque jour – il n'est pas question d'exporter cette énergie trop chère. Alors que

la Cour des comptes prévoit des centaines de milliards pour la rénovation du parc existant, l'enfermement dogmatique de la France dans l'énergie nucléaire semble de plus en plus inexplicable.

Cigéo déclaré «d'utilité publique»

Mais l'acharnement de la France va nettement plus loin, car le 8 juillet nous a réservé une autre nouveauté: le projet de centre d'enfouissement de déchets atomiques de Bure a été promu «d'utilité publique» par la dame de fer Elisabeth Borne, fraîchement désignée Première ministre, avec une DUP². Car l'un des éléments clés de la nation nucléaire est le problème non résolu du stockage définitif des déchets, dont Paris prévoit la réalisation dans le sud de la Lorraine, peu peuplé. Le plus grand projet industriel d'Europe doit être réalisé dans le village de Bure, qui compte 80 habitant·es et se trouve à 130 kilomètres de la frontière allemande. Selon Paris, 99 % de la radioactivité de l'industrie nucléaire française devrait y être enterrée, à 500 mètres de profondeur. Le remplissage doit s'étaler sur un siècle, à raison d'environ trois convois «Castor» par semaine, une fois les infrastructures telles que les voies ferrées et les puits réalisés. La DUP doit maintenant permettre l'expropriation des terres, ce qui semble nécessaire compte tenu de l'hostilité persistante d'une partie de la population locale.

Le temps est compté pour la réalisation d'un site de stockage définitif, même si, de facto, aucune solution technique ou scientifique n'existe à l'heure actuelle dans le monde. Dans l'usine de plutonium de La Hague, tous les entrepôts intermédiaires débordent, tandis que des dizaines de milliers de mètres cubes de déchets s'accumulent sur les 19 sites de réacteurs. Le mouvement anti-nucléaire a récemment freiné l'extension des capacités de stockage. Tant le démantèlement des installations existantes que l'avenir des nouveaux déchets produits ne sont absolument pas clarifiés. Et tandis que la résistance continue de retarder le projet de Bure, l'approche antidémocratique de l'industrie nucléaire devient de plus en plus évidente. D'un côté, une militarisation massive de la région a lieu depuis plus de vingt ans, avec la répression que cela entraîne, et de l'autre, des dizaines de millions de «paiements d'accompagnement» vont dans les coffres des communes et des propriétaires fonciers désireux de collaborer.

La farce démocratique d'une consultation soi-disant exempte de protestations est également mise à mal par l'État nucléaire: parallèlement à la DUP, l'État a en effet lancé une OIN³ qui annule le pouvoir de toutes les communes impactées directement par CIGEO. On construit donc le grand trou avec la carotte et le bâton, et là où le spectacle de la participation semble insuffisant, le masque de l'État centralisé tombe, dévoilant en toute tranquillité ses traits autoritaires.

Contestation antinucléaire

Depuis toujours, la France fait tout pour dissimuler la contestation de sa politique nucléaire, mais la dynamique de ces dernières années ne peut être passée sous silence, notamment à Bure. L'été dernier encore, un millier d'opposant·es au nucléaire se sont retrouvés sur le site de l'ancienne gare de Luméville. Des tronçons de voies ferrées, un dépôt de l'Agence qui gère l'enfouissement des déchets radioactifs à Gondrecourt et plusieurs sites de forage ont été sabotés au cours de l'année, tandis que l'État s'est largement fait démolir dans les médias et dans la rue lors



Un florilège d'émissions des deux mois passés sur Radio Zinzine*

Vendanges de la colère

Une belle et joyeuse journée de vendanges sauvages sur une parcelle du château d'Esclans dans le Var. Une dénonciation de l'accaparement spéculatif de terres agricoles par des sociétés puissantes qui détournent les institutions de régulation du foncier, telles que les SAFER, avec des conséquences néfastes pour les viticulteurs et viticultrices modestes travaillant avec des méthodes traditionnelles et pour la vie sociale de la région.

Quand la terre se soulève, 2 parties

Quelques échos de la rencontre, ou «Interlude», du mouvement des Soulèvements de la Terre qui a eu lieu les 26 et 27 août 2022 dans le Var: une présentation du mouvement, suivie de nouvelles des luttes contre les mégabassines, contre des retenues collinaires dans les Alpes destinées à fournir l'eau pour de la neige artificielle, et enfin de la lutte dans la vallée de la Maurienne contre le projet de TGV Lyon-Turin.

Des nouvelles aussi sur les luttes contre l'artificialisation de terres agricoles à St-Colomban dans la Loire Atlantique, à Saclay dans l'Île de France, en Alsace contre le projet Europa Vallée, pour défendre les terres nourricières en ville, et enfin sur l'équipe de cuisine...

Pour plus d'info: <lessoulevementsdelaterre.org>.

Palestine, Des morts en guerre

Stéphanie Latte Abdallah nous parle de son dernier ouvrage *Des morts en guerre, Réten-tion des corps et figures du martyr en Palestine*. C'est un rappel important du problème de la récupération des corps des Palestinien·nes tué·es au combat, lors d'attentats, dans un contexte de résistance à l'occupation, ou même lors d'accidents avec des Israélien·nes. Stéphanie Latte Abdallah, à qui l'on doit déjà un autre ouvrage important, *La toile carcérale*, explicite ici une question jusqu'alors peu connue par l'opinion internationale.

Ruralités queers

A l'occasion de la première Pride rurale de Forcalquier le 24 septembre, nous menons l'enquête sur la réalité des vécus queer et LGBT+ en zone rurale, plus spécialement dans les Alpes de Haute-Provence.

Iraniennes, Iraniens en colère

Suite à la mort le 16 septembre dernier dans les locaux de la police des mœurs de la jeune Masha Amini, pour une histoire de voile, des milliers d'Iranien·nes descendent dans la rue et font face à une violente répression, comme lors des précédentes révoltes. Nous écoutons deux Iraniennes francophones qui disent leur ras-le-bol du régime Khamenei. Reste à voir quelle tournure prendront les choses mais pour nos interlocutrices, quoi qu'il arrive, il y aura un avant et un après la mort scandaleuse de Masha Amini...

La dérive de la Russie, 2 parties

Anne Le Huérou est chercheuse et maîtresse de conférence en études russes à l'université Paris Nanterre. Un retour sur l'histoire de la Russie depuis les années 1980, les années Eltsine et l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Comment expliquer la dérive de la Russie vers de plus en plus d'implications dans des guerres, d'abord en Russie, et ensuite en Syrie et Libye, et bien sûr en Ukraine, depuis 2014 et surtout depuis le 24 février 2022?

Solidarité internationale avec l'Ukraine: urgences, critères et pièges

De nouveau avec Anne Le Huérou, spécialiste dans les études de la Russie post-soviétique. Elle fait partie d'un comité au sein de la Fondation de France qui cherche à identifier des projets et organisations à soutenir en Ukraine.

* ... et beaucoup d'autres, à écouter et/ou podcaster sur <radiozinzine.org>

de son procès contre les présumés coupables à Bar-le-Duc.

Même si les Commissaires enquêteurs⁴, soi-disant indépendants, n'en ont pas tenu compte, les protestations autour de l'audience de la DUP de l'automne 2021 ont été intenses. Une partie des mairies concernées ont été bloquées par des tas de fumier et des bottes de paille, et des affrontements ont duré des heures, à Bure. Dans ce contexte, des réunions d'information publiques de l'ANDRA⁵ ont été chahutées jusqu'à leur annulation – tout comme l'audition sur le projet de contournement routier dans la salle des fêtes d'Echenay.

Et la résistance contre CIGEO n'a pas fait de pause cette année non plus. Un carnaval coloré a défilé à Bure pendant la fête de la Maison de Résistance en mars et des incon-nues ont tordu des voies de train sur le tronçon de construction du tracé Castor près de Ligny-en-Barrois à l'occasion de l'anniver-saire de Fukushima.

En été, une station de mesure environne-mentale à Montiers-sur-Saulx et un site de forage près de Cirfontaines ont pris feu. A la gare de Luméville, plusieurs centaines de per-sonnes ont participé en juillet à une «fête des barricades» pour préparer la défense du site menacé d'expropriation. La troisième édition du festival *Les Bure lesques* du mouvement de résistance à Hévilleliers a atteint un record de fréquentation avec 2.000 personnes en août.

Début septembre, le bras juridique de la résistance a déposé une plainte de 200 pages contre la DUP. Dans les villages environ-nants, de plus en plus de projets d'habitat voient le jour, la coopérative agricole Les Semeuses⁶ entre dans sa troisième année et le centre social L'Augustine⁷ à Mandres com-plète les lieux déjà établis que sont la Maison de Résistance Bure Zone Libre⁸ et l'ancienne gare de Luméville en tant que lieux de ren-contre pour les activités culturelles et l'or-ganisation. Du 28 au 30 novembre, le procès pour constitution présumée d'une association de malfaiteurs connaîtra un nouveau rebon-dissement devant la cour d'appel de Nancy. Il faut s'attendre à nouveau à des mobilisations de colère et de créativité.

Tandis que des projets à long terme comme la construction du centre social l'Augustine ou encore celle de la coopérative agricole opposent la revitalisation de l'arrière-pays à l'ANDRA et que des militant·es entravent l'avancement du projet par des sabotages, des initiatives citoyennes et des associations travaillent à faire tomber les bases juridiques de CIGEO par des actions en justice et des pétitions. Comme au Wendland⁹, la clé d'une résistance réussie en Lorraine réside proba-blement dans la diversité des tactiques.

Luc Skaille

1. Centre industriel de stockage géologique profond.
 2. Déclaration d'utilité publique.
 3. Opération d'intérêt national.
 4. Leur rôle est de permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme et de faire parvenir ses observations et propositions.
 5. Agence de gestion des déchets radioactifs.
 6. Coopérative agricole en construction à côté du labora-toire de l'ANDRA.
 7. Centre social en construction dans un village voisin du projet.
 8. Bure Zone Libre est une maison de la résistance à Bure.
 9. Voir *Archipel* N° 241, octobre 2018, «Wendland, terre d'asile».

